

ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Iraq

Question au Gouvernement n° 437

Texte de la question

IRAK

M. le président. La parole est à M. Jacques Barrot, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Jean-Claude Lefort. Debout!

M. Jacques Barrot. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, comment ne pas être fier, en cet instant, de l'action du Président de la République et de notre diplomatie qui rencontre un écho de plus en plus fort dans le monde ? (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Nous approuvons sans faille la fermeté de la position française dans sa volonté de désarmer l'Irak par d'autres moyens que le recours automatique à la force. Les convictions exprimées par la France sont justes pour aujourd'hui et pour demain. L'organisation de la sécurité et la construction de la paix dans le monde passeront de plus en plus par des actions multilatérales et par des approches globales qui ne sous-estimeront pas les autres facteurs de prolifération et de violence.

En cela, monsieur le Premier ministre, avec le Président de la République française, nous sommes très attachés à l'institution des Nations unies, et convaincus que notre pays, au cours de cette crise, aura posé les jalons de l'avenir de la communauté internationale.

Cela étant, malgré tous les efforts déployés, l'éventualité d'une guerre se profile et les Français s'inquiètent de certaines conséquences de ce conflit.

Quelle action entendez-vous mener pour pallier les risques de cet état de guerre, si nous devons y entrer ? Comment la France, d'abord, peut-elle poursuivre son action courageuse de lutte contre le terrorisme avec tous ses alliés, y compris, bien entendu, les Etats-Unis ? Comment mettre en alerte nos concitoyens contre toutes les dérives racistes et antisémites qui pourraient secouer notre société ? Comment maintenir envers et contre tout nos liens avec nos voisins et alliés européens ? Car il faut, comme l'a dit Jacques Chirac, que l'Europe continue sa marche en avant vers une plus grande unité. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre. Monsieur le député, en effet, notre pays vit un moment important d'unité nationale autour du chef de l'Etat et de l'action de notre diplomatie. (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.) C'est un moment grave, car nous sentons bien les tensions du monde. Face à ces tensions, notre position est d'une extrême clarté : il y a une alternative à la

guerre. Et nous entendons rester sur cette position, ce qui ne nous empêche pas, comme vous venez de le souligner, d'être lucides quant à la situation internationale et aux tensions qui y sont liées.

C'est pourquoi j'ai décidé de préparer, avec l'ensemble des membres du Gouvernement concernés, un programme d'initiative intérieure lié à la situation extérieure.

Ce programme qui est, en cours d'élaboration, comporte quatre chapitres importants.

Le premier concerne le renforcement de l'action contre le terrorisme. Nicolas Sarkozy (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste) a déjà préparé, en liaison avec d'autres ministres, notamment avec Michèle Alliot-Marie, des mesures pour que nous puissions être partout en situation de lutter contre le terrorisme. Je dois d'ailleurs dire que, en ce qui concerne notre coopération internationale en matière de renseignement, notre travail ne souffre pas des tensions internationales et s'est fortement développé.

Par ailleurs, nous multiplions les initiatives pour renforcer le plan Vigipirate et nous oeuvrons pour préparer des actions, notamment dans le domaine du bioterrorisme, sur lequel travaille Jean-François Mattei. La mobilisation contre le terrorisme doit être forte et nous devons appeler les Français à la vigilance civile.

Le deuxième chapitre porte sur la mise en alerte contre la montée du racisme et de l'antisémitisme. Ce travail va mobiliser non seulement toutes nos forces éducatives mais aussi tous les acteurs de terrain, comme les associations et les élus locaux. Nous préparons des initiatives, avons des contacts avec les organisations qui peuvent constituer des relais essentiels sur ces sujets et mettons en oeuvre un programme de sécurisation des lieux de culte. C'est un des éléments très importants de cette situation spécifique : mobilisons le pays contre le racisme et l'antisémitisme.

Le troisième chapitre a trait aux initiatives que nous allons développer pour protéger notre projet européen. L'Europe ne doit pas être l'une des victimes de la guerre en Irak. (« Très bien ! » sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) C'est pourquoi nous devons, aux niveaux du Gouvernement, du Parlement et des acteurs concernés, prendre des initiatives en direction de tous nos partenaires, qu'ils soient d'anciens membres de l'Union ou de nouveaux membres, tendre la main, dialoguer, pour que cette communauté de destin s'impose. Il est très clair aujourd'hui qu'il existe un besoin d'Europe. Notre combat pour la paix est un combat pour un monde multipolaire, pour la diversité, un combat qui intègre la dimension européenne. Le quatrième chapitre est relatif à la mobilisation pour l'emploi (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste)

, pour la défense de notre économie. Ce sujet est, lui aussi, très important. A cette fin, nous allons mobiliser l'ensemble des acteurs, ceux de l'Europe sociale comme ceux de terrain, en passant par les partenaires sociaux (« Blablabla ! » sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie!

M. le Premier ministre. Des moyens financiers supplémentaires seront mobilisés pour la prochaine conférence pour l'emploi, qui aura lieu le 18 mars prochain. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Je crois qu'il est très important de dégager des moyens supplémentaires pour faire face au ralentissement de la croissance. De même, nous allons prendre des initiatives pour simplifier la vie administrative de toutes nos forces vives, pour libérer les énergies du pays.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Poudre aux yeux !

M. le Premier ministre. Telles sont les initiatives que nous prenons pour faire face à une situation extérieure troublée. Elles mobiliseront toutes les forces de notre pays. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) La France est en paix, en paix avec sa conscience universelle, grâce à son unité nationale. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)

Version web: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/12/questions/QANR5L12QG437

Données clés

Auteur: M. Jacques Barrot

Circonscription: Haute-Loire (1re circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 437 Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 12 mars 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 12 mars 2003